Intitulé de l'épreuve : Culture générale

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

"Il montra le chemin, et tous le suivirent!" Ainsi Homère dans l'Odyssée décrit l'autorité d'Ulysse sur ses compagnons, lorsque celui-ci décide de quitter l'île de la magicienne Circée, après 10 années heureuses sous ses enchantements, pour retourner à Ithaque. Homère illustre ainsi le charisme d'Ulysse, mais également la subordination de ses compagnons à son autorité hiérarchique, ceux-ci se retrouvant, d'une certaine manière, dans la phrase de Louis-Ferdinand Céline: "en principe, pour toujours et en toutes choses, j'étais du même avis que mon patron".

Celle-ci traduit une règle générale, un principe (issu d'un raisonnement et perçu comme un devoir) ou une habitude (irréfléchie à l'inverse) que Bardamu, héros du Voyage au bout de la nuit, s'applique. Elle consiste à être en accord, en approbation, dans l'absolu ("pour toujours et en toutes choses") avec "l'avis" de son supérieur hiérarchique, responsable des décisions. L'avis signifie en l'espèce l'opinion, à savoir "une idée qui a conscience de ses propres insuffisances" (E. Kant, Logique, IX). Être du "même avis" que son "patron" est ainsi ambigu: il peut s'agir en effet d'une soumission hiérarchique, par occultation de son opinion personnelle voire même de l'abandon de la constitution de cette opinion. À l'inverse, cet avis identique peut résulter d'une concordance

N° 1.1.11

de vues, d'une convergence d'idées sur le diagnostic d'une situation ou la décision à prendre, révélant au mieux qu'il s'agit probablement de la bonne décision, au pire reflétant un conformisme intellectuel et moral. Dans tous les cas toutefois, cette adhésion emporte des conséquences éthiques (règles applicables pour la conduite de l'action, en vue de réaliser ce qui est juste) dès lors qu'elle engage le subordonné avec son supérieur.

L'approbation de l'avis de son "patron" soulève ainsi une quadruple problématique éthique. Elle interroge la décision de soumission absolue à l'autorité, qui peut révéler une certaine lâcheté ou une déresponsabilisation. Elle questionne le choix de l'abandon de son opinion et capacité de réflexion propres, pourtant au coeur de toute liberté et donc de toute éthique. Elle souligne le risque d'homogénéité absolue de la réflexion, le conformisme, en opposition à la recherche dialectique du juste et du vrai issue de l'antiquité et reprise par les Lumières. Enfin, elle témoigne des difficultés de conciliation entre l'impératif d'efficacité attaché au respect de l'autorité hiérarchique, et l'expression de la pluralité des opinions. Prise dans son sens large, cette phrase interroge les risques associés à la subordination morale et intellectuelle à toute forme d'autorité, et au conformisme. À l'opposé, elle souligne également implicitement les risques liés à une profusion entropique des opinions, nuisant à la capacité à prendre des décisions.

Faut-il abandonner l'expression, voire même la construction de son opinion propre face à une autorité, principalement hiérarchique ? Plus simplement dit : faut-il être toujours en accord avec son "patron" au risque de l'abandon de son opinion propre ?

Si l'obéissance hiérarchique et le respect de

N° 2.111

l'autorité sont nécessaires au bon fonctionnement de toute organisation, l'abandon de toute opinion propre ou leur occultation est source de dangers (I). Bien que deux phénomènes, la crise de l'autorité et le conformisme, en apparence contradictoires, puissent nuire à la prise de décision, la délibération sincère, fondée sur la "parrêsia" (M. Foucault) peut contribuer à éclairer son "patron" sur la meilleure décision (II).

* * *

Le respect de l'autorité, notamment hiérarchique au sein des organisations, est nécessaire au bon fonctionnement d'une organisation et d'une société, ce qui peut impliquer de neutraliser ses convictions et revendications personnelles (I-A)

Le respect de l'autorité garantit en effet la prise de décision, et évite la profusion des revendications particulières. Cette importance hiérarchique se retrouve notamment dans les armées, et depuis l'Antiquité comme en témoigne le récit de la Guerre des Gaules fait par Jules César. Général, celui-ci écoute ses conseillers voire ses soldats, mais tranche en ultime ressort, notamment face aux demandes de retourner à Rome, ou encore de battre retraite lors de la bataille de Gergovie, qu'il finit par remporter malgré les avis négatifs de ses subordonnés. Ceux-ci les neutralisent et poursuivent le siège, malgré leur opinion contraire. Cette subordination à l'autorité par la neutralisation de son opinion se retrouve également dans l'évangile selon Matthieu, avec la phrase "rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu", comme l'analyse A. Schwentzel dans Les quatre saisons du Christ (2018).

Ce respect de l'autorité hiérarchique témoigne également d'un impératif d'humilité afin d'apprendre ou simplement par ignorance propre de la bonne décision. Cette subordination se retrouve dans la figure du maître et de

l'élève, comme l'illustre la subordination du jeune Alexandre de Macédoine, futur Alexandre le Grand, à Aristote, son pédagogue, et qui fera écrire à Charles de Gaulle qu'"au fond des victoires d'Alexandre, on trouve toujours Aristote".

Cette subordination de l'opinion à l'autorité hiérarchique revêt toutefois une importance particulière au sein de la fonction publique, en charge de l'intérêt général et à disposition du pouvoir politique (Article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958). À ce titre, comme l'écrivait Matthias Guyomar en 2013 dans les Cahiers de la Fonction Publique "comme l'indique son nom, le fonctionnaire doit s'effacer derrière sa fonction. Neutraliser ses convictions sans abandonner sa vocation ; brider ses passions sans perdre son enthousiasme".

Ainsi en principe, une des implications de la phrase de L.-F. Céline se révèle vraie : le respect de l'autorité hiérarchique est nécessaire. Il s'avère toutefois que la déduction que tire Céline de cet axiome est dangereuse, pouvant mener à la déresponsabilisation et au conformisme.

*

L'abandon de l'expression de son opinion propre, voire de constitution de celle-ci, au nom d'une subordination à l'autorité, fût-elle hiérarchique, constitue toutefois un véritable danger (I-B).

En premier lieu, l'occultation de son opinion propre par subordination, même plutôt crainte de l'autorité, paraît nuisible à la bonne prise de décision, et à l'épanouissement même de la société. Le partage des opinions, la délibération est en effet ce qui fonde la "société ouverte" décrite par Karl Popper comme l'essence même de la démocratie libérale. Le théorème de la démocratie, élaboré par Nicolas de Condorcet, fait même du partage

Intitulé de l'épreuve : Culture générale

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

de l'opinion et de la délibération le moyen le plus certain pour prendre la meilleure décision (si chaque individu a une probabilité p supérieure à 0,5 d'avoir raison, alors la probabilité de prendre la meilleure décision augmente avec le nombre de participants). L'occultation de son opinion propre, même consentie, est ainsi une caractéristique des "sociétés fermées" (K. Popper). Comme l'écrivait Gide : "toute orthodoxie en est, même la plus saine des doctrines, est une déperdition" (Retour du voyage d'URSS, 1936). Cette subordination totale à l'autorité détruit par ailleurs toute possibilité d'imputation des actes, avec d'importantes conséquences éthiques puisqu'elle déresponsabilise le subordonné. L'expérience de Milgram a ainsi démontré sur une base empirique la capacité de la majorité de ses participants à torturer (par des décharges électriques feintes) une personne dès lors qu'il s'agit d'un ordre hiérarchique. Cette déresponsabilisation dégrade "l'homme capable" de Paul Ricoeur (Parcours de la reconnaissance) en "homme diminué" car irresponsable de son action.

En second lieu, la phrase de Céline peut impliquer un abandon de toute réflexion, et donc de toute forme d'autonomie, niant par là-même ce qui fait l'homme, et le rend capable de prendre des décisions. Cette absence de réflexion fonde la "banalité du mal" décrite par Hannah Arendt dans Eichmann à Jérusalem,

N° 5.111

qu'elle illustre par la figure d'Adolf Eichmann, fonctionnaire méticuleux du régime nazi, responsable de l'organisation logistique de la Shoah. Ce qui frappe chez ce personnage, selon Arendt, c'est sa surprenante banalité, mais surtout le fait qu'il avait cessé de réfléchir sur le bien fondé de son action, les finalités morales de ses actes. Arendt en conclut ainsi que le risque du mal, son danger de généralisation, réside dans l'abandon de toute réflexion. Il s'agirait, dans le cadre de la phrase de Céline, pour l'employé d'approuver sottement ce que dicte son patron sans s'interroger sur les finalités visées, et les limites éthiques de toute action. L'homme s'abandonne ainsi, et rejette la "sortie de sa minorité" (E. Kant) par la raison.

Ainsi, si le respect de l'autorité, notamment hiérarchique, est nécessaire, elle ne doit pas mener à l'abandon de la délibération et encore moins à la constitution d'une opinion propre. Cette capacité délibérative semble toutefois entravée par le conformisme, ainsi que la profusion entropique des opinions, subséquente à la crise de l'autorité.

* *

La délibération avec une autorité, y compris hiérarchique, se retrouverait alors entravée par ces deux mouvements, complémentaires bien qu'en apparence contradictoires (II-A)

Premièrement, la crise de l'autorité subséquente à la montée de l'individualisme peut générer une profusion entropique et irrépressible des opinions. H. Arendt avait déjà remarqué l'émergence de ce mouvement de contestation de toute forme d'autorité au nom de la primauté de l'individu (dans La crise de la culture). Marcel Gauchet souligne toutefois avec acuité,

dans les quatre tomes de L'Avènement de la démocratie, comment le principe d'individuation, base de la démocratie, s'est muté en individualisme, caractérisé par la primauté, presque arrogante, de l'opinion du sujet, qui souhaite être entendu et n'accepte des décisions que si son opinion a été prise en compte. Cette corruption de l'espace public par l'assimilation identitaire de l'opinion avait déjà été remarquée par Rousseau dans son Discours sur les sciences et les arts, puis dans Julie ou la Nouvelle Héloïse : chacun se complaît dans son opinion, et la conscience de son insuffisance s'érode ; le débat ne vise plus à progresser par délibération vers la vérité, mais à s'affirmer dans sa spécificité. Cette délibération devient donc stérile, lieu des "tyrannies de l'intimité" et de l'identité (Richard Sennett). D'une certaine manière, le sujet moderne ne serait pas d'accord, par principe, avec son "patron" afin de s'affirmer. Si cette affirmation doit être nuancée, elle explique en partie la profusion des consultations publiques et les revendications particulières de plus en plus pressantes des différents groupes sociaux.

Deuxièmement, le risque du conformisme, induit par la société industrielle, peut faire perdre tout sens à l'idée même de délibération, et donc de progrès par le dialogue. La discussion aboutirait à un consensus spontané grâce à un formatage préalable, qui nierait toute originalité. Max Horkheimer et Theodor Adorno, dans La dialectique de la Raison, ont ainsi souligné le conformisme intellectuel qui pourrait régner dans la société bourgeoise industrielle : consensus sur la nécessité d'accumulation de richesses par exemple, ou sur la nécessité d'avoir un résultat matériel dès lors qu'il y a un travail fourni, monnayable. Ce conformisme serait subi, selon M. Heidegger (Conférence sur la technique) et E. Jünger (Le Travailleur) en ce qu'il impliquerait une vision technique exclusive de la vie et des rapports en société : le Rhin ne serait perçu que comme un réservoir d'énergie et de ressources, tandis que l'homme ne serait perçu que dans sa dimension

N° 7111

laborieuse et productive, révélant alors que peuvent exister des "hommes inutiles" (P.-N. Giraud, 2016). Loin d'être un accord sur la direction de la société et ses valeurs, le conformisme nie la pensée propre, et même l'autonomie pour instaurer un "règne de la conformité" (pour reprendre l'expression de Balthazar Benasser sur l'Inquisition espagnole). Alain Supiot (La Gouvernance par les nombres) souligne les formes contemporaines de ce conformisme, passant par l'impératif du quantifiable, une gouvernance par le calcul d'utilité, en opposition à un gouvernement par la loi, volontariste. Cette gouvernance irriguerait l'ensemble de la société, de l'impératif de publication et des exigences de bibliométrie pour les chercheurs à un pilotage par la performance, réelle ou non, dans l'État, à partir d'indicateurs parfois contestables (comme l'illustre la controverse sur les règles du Pacte de Stabilité et de Croissance, reprise par A. Supiot dans son ouvrage).

Cette uniformisation de la réflexion nie alors toute perspective de progrès par la délibération, voire même toute autonomie réelle du sujet. Elle constitue alors un véritable danger pour l'individu et la société dans son ensemble. D'une certaine manière, il s'agit d'être d'accord avec son "patron" non parce qu'il s'agit de la meilleure décision, mais bien parce que l' "on" pense ainsi. Comme le notait déjà M. Heidegger en 1927 dans le §38 d'Être et Temps, ce "on" constitue précisément la perte d'authenticité du sujet, qui ne s'interroge plus mais se réfugie dans une pensée pré-conçue.

Il n'en reste pas moins que la constitution d'une opinion propre et sa confrontation par débat sont les clefs à la fois de l'autonomie du sujet, et du progrès tel que théorisé par les Lumières.

*

Il est alors nécessaire de préserver la construction et l'expression autonomes de son opinion, y compris dans un rapport hiérarchique, ce qui implique un devoir de franchise (parrêsia), notamment pour le fonctionnaire (II-B)

N° 8.111

Intitulé de l'épreuve : Culture générale

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Tout d'abord, concernant la constitution d'une opinion propre, il s'agit d'agir en amont par l'éducation, afin de transmettre des valeurs d'écoute et de respect, mais aussi d'interrogation. Comme le note Michael Sandel dans Justice, les enseignements civiques dans les cycles primaires et secondaires peuvent posséder ces vertus, dès lors qu'ils se couplent avec une autorité hiérarchique affichée des professeurs, conciliant ainsi les deux aspects. C'est par exemple le cas des votes, par les élèves, des règlements de classe proposés par les professeurs.

Ensuite, en matière de délibération, il s'agit de restaurer la dimension éthique du débat, et de passer de "l'agir stratégique" (la poursuite de ses intérêts) à "l'agir communicationnel" en vue de la recherche de la meilleure décision (J. Habermas, L'espace public). Cette réalisation passe par une responsabilisation accrue des citoyens, notamment par des référendums réguliers et étendus, déjà préconisés par André Tardieu en 1931, et qui s'opèrent régulièrement en Suisse ou aux Etats-Unis au niveau des Etats fédérés. Il s'agit ainsi de renouer avec le débat public et la responsabilité des opinions, en vue de mener une vie éthique comme la définit Paul Ricoeur "vivre une vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes" (Soi-même comme un autre) : cette vie éthique passe par la définition commune de la "vie

N° 2/11

bonne" avec les autres citoyens, selon des procédures acceptées par tous. En l'espèce pour la phrase de Céline, il s'agit d'être d'accord avec son patron dès lors que les processus de décisions, les règles éthiques et légales ont été respectées.

Enfin, il existe un véritable devoir de donner son opinion avec sincérité (parêsia), tout particulièrement pour le fonctionnaire. Michel Foucault souligne ainsi ce "courage de la vérité" (titre du dernier cours au Collège de France, 1982-1984) en ce qu'il exprime l'opinion sincère et propre de celui qui la manifeste dès lors qu'il estime que la décision prise par son supérieur présente des lacunes, au risque même de le vexer. Foucault prend l'exemple de Platon, emmené à Syracuse pour conseiller Denys le Tyran : le philosophe s'oppose ainsi avec "parrêsia" à une décision arbitraire de Denys, au risque lui-même d'être physiquement sanctionné. Cette "parêsia" implique toutefois une humilité, n'étant pas injonction mais avis sincère. Elle prend une acuité toute particulière en matière stratégique, du fait des enjeux moraux associés aux décisions aux répercussions potentiellement militaires, comme l'illustre l'avertissement d'Oppenheimer à Harry Truman lors de l'usage de la bombe nucléaire à Hiroshima puis Nagasaki (6 et 9 août 1945). Elle ne doit toutefois pas conduire à se draper dans une "éthique de conviction" mais implique un réalisme des solutions envisageables, une "éthique de responsabilité" (Max Weber, le savant et le politique).

* * *

N° 10/11

Ainsi, il semblerait que s'il convient de respecter l'autorité et les décisions prises par ses supérieurs, il ne s'agit pas d'être " en principe, pour toujours et en toutes choses, [...] du même avis que [son] patron " afin de conserver une distance critique et d'éclairer avec humilité son supérieur dans la mesure de ses capacités. Il convient toutefois de s'interroger sur les risques de conformisme, et à l'inverse, la pertinence des nuances apportées à la décision, en faisant preuve d'une authentique humilité, ce " doute intime " décrit par H. Balzac dans Modeste Mignon. La sincérité mesurée, dans une optique d'éthique de responsabilité, peut ainsi guider la parole de tout subordonné, l'humilité du supérieur étant également nécessaire, et doit se retrouver des deux côtés, conformément au mot de Montaigne en conclusion de ses Essais " encore que sur des échasses, nous marchons sur nos jambes ".

N°

.../...